

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'EUROPE A L'HORIZON 2000

de ROBERTO CESTELLI

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie à Strasbourg du 11 au 15 mai 1981, a examiné les problèmes fondamentaux économiques et de développement qui se profilent à l'horizon des années 2000, une date qui frappe à la porte de notre génération et qui est bien plus proche qu'on ne le croit.

Deux faits sont certains:

La croissance démographique, en particulier dans les pays en voie de développement, est en train de prendre un rythme tellement accéléré que l'on dirait une explosion.

Les ressources physiques et biologiques existant dans le monde ont une limite et la croissance non contrôlée et sauvage de notre civilisation n'en a tenu, jusqu'à présent, aucun compte.

Si nous jetons un regard sur le futur qui

est au seuil de notre époque, nous nous apercevons que la Nature a lancé à l'Homme un terrible défi, dont l'enjeu est la survie de notre propre civilisation.

Le Bulletin Européen estime extrêmement important que le Conseil de l'Europe se soit penché sur ces problèmes fondamentaux et que son Assemblée en ait délibéré d'une façon bien précise.

Le Bulletin Européen estime, également, de son devoir de diffuser le plus grandement possible les études que les Commissions européennes ont conduites sur ces problèmes et la décision qu'a prise le Conseil.

En publiant intégralement la Résolution n° 747 et l'extrait du rapport de la Commission sur les questions économiques et le développement (doc. n° 4706), la Rédaction se réserve de revenir sur cette question avec des commentaires appropriés.

SPECIAL B.E.

SPECIAL B.E.

L'EUROPE DOIT ACCEPTER LE DÉFI



AU-DELA DE L'AN 2000

BESOINS DE L'HUMANITE ET RESSOURCES DE LA PLANETE
(RAPPORTEUR: M. GRIMSSON)

VUE GENERALE

Le rapport a pour objet de présenter une analyse approfondie des relations entre les tendances probables de la croissance démographique au niveau mondial et les disponibilités en denrées alimentaires, énergie et autres ressources naturelles nécessaires à la vie humaine dans les décennies à venir et de mettre ainsi en évidence les tensions économiques, politiques et écologiques ainsi que les incidences de ces tendances au niveau des options politiques. Des signes de plus en plus nombreux montrent que si les politiques et attitudes actuelles se poursuivent les problèmes mondiaux risquent de prendre des proportions alarmantes. Ceux-ci sont dès à présent suffisamment graves pour priver des centaines de millions d'hommes de la possibilité de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires en matière d'alimentation, de logement, de santé et d'emploi, pour les priver en un mot de tout espoir d'amélioration.

1. LA DETERIORATION DE LA TERRE

La terre est de moins en moins capable de nourrir sa population. Une grave détérioration des sols agricoles menace le mon-

de entier en raison de l'érosion, de la perte de matières organiques, de la désertification, de la salinisation, de l'alcalinisation et de la saturation hydrique. Dès maintenant, des terres arables d'une superficie proche de celle de la Belgique retournent chaque année à l'état de landes infertiles et, selon toute probabilité, l'extension de ces zones quasi désertiques ira en s'accroissant. Même en supposant que l'aide alimentaire augmente de 30 millions de tonnes par an, la sous-alimentation restera très répandue en l'an 2000, touchant probablement quelque 400 millions de personnes.

2. LA CROISSANCE DE LA POPULATION

Aux taux de croissance actuels et projetés, la population mondiale passerait des 4,2 milliards actuels à 6 milliards en l'an 2000 et au chiffre alarmant de 10 milliards en 2030, chiffre qui, selon l'Académie des Sciences des Etats-Unis, «est proche du maximum auquel une planète intensivement gérée permettrait à ses habitants de vivre avec un certain degré de confort et de choix individuel». Le chiffre de 30 milliards, correspondant à la capacité maxi-

mum de la terre, pourrait être atteint à la fin du 21^e siècle. Selon que le déclin de la fécondité s'accélénera ou se ralentira, la population mondiale pourrait, comme le montrent les projections, se stabiliser ou même régresser à des niveaux se situant entre 8 et 15 milliards dans le courant du siècle prochain. Toutefois, même dans l'hypothèse d'un recul constant de la fécondité, les populations de la plupart des pays en développement atteindront vraisemblablement au moins le double de leurs chiffres actuels.

3. *LE PHENOMENE URBAIN*

Autre caractéristique de l'augmentation rapide de la population mondiale: la trans-

formation de nombreuses villes en gigantesques agglomérations urbaines au développement anarchique atteignant de 10 à 30 millions d'habitants. Ce nouveau phénomène urbain revêt un caractère fondamentalement inquiétant. A partir du moment où l'infrastructure technique, administrative et financière des pays en développement n'est plus en mesure de faire face en matière de logement, d'hygiène et de sécurité, leurs sociétés urbaines se muent en énormes agglomérations de misère avec le risque inhérent d'aggravation des tensions, de l'instabilité politique et des conflits internationaux.

LA TENDANCE ACTUELLE

1. *UN FOSSE QUI S'ELARGIT*

Le fossé entre pays riches et pays pauvres va s'élargissant. L'on prévoit certes une augmentation du produit national brut (PNB) un peu plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés, mais cette augmentation part, dans les premiers, de très bas et la croissance démographique ramène l'accroissement du PNB par habitant à des proportions très modestes, voire, dans certaines régions, inférieures aux niveaux actuels. La poursuite de la croissance démographique entraînera donc une baisse des «niveaux de vie». Les riches peuvent s'adapter à la hausse des prix des denrées alimentaires en augmentant ce chapitre de leurs dépenses, mais les pauvres qui y consacrent déjà pratiquement la totalité de leur revenu le plus souvent n'ont pas cette possibilité. Dans l'hypothèse du maintien des tendances actuelles, le groupe des pays industrialisés aura un PNB par tête de près de 8.500 dollars (en dollars 1975) en l'an 2000. En revanche, dans les pays en développement, le PNB par tête sera en moyenne inférieur à 600 dollars.

2. *LES RESSOURCES REDUITES*

En l'an 2000, les ressources seront moins abondantes. Les ressources en eau par tête seront réduites de 35% par la seule expansion démographique. Les pénuries ré-

gionales et la détérioration de la qualité de l'eau, déjà sérieuses en plusieurs points du monde, risquent d'être plus aiguës encore en l'an 2000. Selon les projections, les réserves forestières mondiales (matériel sur pied) par personne seront à cette date de 47% inférieures à celles de 1978. 40% des forêts qui subsistaient dans les pays en développement en 1978 auront été rasées. Sur environ 2.000 milliards de barils constituant les ressources primitives du monde en pétrole, près de 1.000 milliards de barils auront été consommés. Bien que l'on ne prévoie pas d'épuisement des minéraux non combustibles pour l'an 2000, un tel épuisement pourrait cependant se produire pour certains minéraux aux cours de la première moitié du siècle à venir et les augmentations de production de ces minéraux se ralentiront probablement en raison de l'augmentations du prix de l'énergie. Selon les projections, le quart de la population mondiale qui vit dans des pays industrialisés continuera à accaparer plus des trois quarts des minéraux non combustibles du monde.

3. *LA DESERTIFICATION DE LA TERRE*

L'évolution la plus grave du point de vue de l'environnement est probablement la détérioration et la perte accélérées de sols arables. Cette tendance générale résulte à la

fois de l'érosion, de la perte d'éléments nutritifs, du tassement des sols, de la salinisation croissante à la fois des terres irriguées et de l'eau servant à l'irrigation ainsi que de la perte de terres arables de qualité revendiquées par l'urbanisation. Le déboisement et la désertification risquent de prendre des proportions alarmantes dans les pays en développement. Sous l'effet de la hausse des prix du pétrole, la demande de bois combustible augmentera. En 2020, pratiquement toutes les forêts accessibles des pays en développement auront été abattues. Du fait de surpâturage, de pratiques agricoles destructrices et de l'utilisation de plantes ligneuses comme combustible, la détérioration des sols progresse rapidement dans les pays en développement, entraînant l'extension des conditions désertiques dans les régions les plus sèches et une érosion très forte dans les zones plus humides.

4. UN CERCLE VICIEUX

Les problèmes de la croissance démographique et les pressions écologiques qui

en résultent s'enchaînent en un cercle vicieux. Si ce cercle n'est pas rapidement brisé, la croissance démographique dans les régions pauvres du globe se ralentira pour des raisons autres que le recul du taux de natalité. La faim et la maladie emporteront de plus en plus de nourrissons et de jeunes enfants et parmi les survivants un nombre croissant sera handicapé mentalement et physiquement par la malnutrition infantile. La croissance démographique et la misère entraînent à long terme de graves déclin de la productivité et des systèmes de ressources renouvelables. On trouve dès aujourd'hui des exemples de graves détériorations des ressources les plus fondamentales de la terre en divers points du globe, y compris dans les pays industrialisés. Mais les problèmes liés au déclin de la capacité de la terre à nourrir ses habitants sont plus immédiats, plus aigus et plus tragiques dans les régions où sont situés les plus pauvres des pays en développement, Afrique subsaharienne et Asie du Sud notamment.

LES PROBLEMES

1. LE PHENOMENE DEMOGRAPHIQUE

Selon des prévisions récentes des Nations Unies, la population mondiale, légèrement inférieure à 4 milliards en 1975, pourrait se situer entre 5,840 milliards (variante basse) et 6,640 milliards (variante haute) en l'an 2000.

La croissance démographique se situera pour plus de 90% dans les régions moins développées. Sur les quelque 6 milliards d'habitants que comptera la planète en l'an 2000, 5 milliards vivront dans des pays en développement. Les auteurs de l'étude Interfuturs estiment que la part de la population des actuels pays membres de l'OCDE dans la population mondiale passera de 20 à 15% dans le quart de siècle à venir.

En l'an 2000, 70% de la population du tiers monde seront concentrés dans huit pays seulement: Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Bangla Desh, Pakistan, Nigéria et Mexique.

A la même date, l'Etat membre du

Conseil de l'Europe dont la population sera la plus nombreuse sera vraisemblablement la Turquie qui, avec 73 millions d'habitants, se placera au quinzième rang mondial des pays les plus peuplés, la République Fédérale d'Allemagne occupera alors le dix-septième rang, le Royaume-Uni le dix-neuvième et la France le vingtième.

1a UNE CROISSANCE ANARCHIQUE URBAINE ...

Outre la rapidité de la croissance démographique, les pays en développement connaîtront des déplacements spectaculaires de population rurale vers les villes et agglomérations voisines. Si les tendances actuelles se maintiennent, l'étendue et le surpeuplement de nombreuses villes dans ces pays prendront des proportions à peine concevables.

On prévoit qu'en l'an 2000 Mexico comptera plus de 30 millions d'habitants - soit approximativement trois fois la population actuelle de la zone métropolitaine de

New York. Calcutta approchera de 20 millions. Le Grand Bombay, le Caire, Djakarta et Séoul auront entre 15 et 20 millions

d'habitants et 400 villes auront dépassé le million.

ESTIMATIONS D'AGGLOMERATIONS URBAINES DE PAYS EN DEVELOPPEMENT

	Millions d'habitants			
	1960	1970	1975	2000
Calcutta	5,5	6,9	8,1	19,7
Mexico	4,9	8,6	10,9	31,6
Bombay (et zone métropolitaine)	4,1	5,8	7,1	19,1
Le Caire (id.)	3,7	5,7	6,9	16,4
Djakarta	2,7	4,3	5,6	16,9
Séoul	2,4	5,4	7,3	18,7
Delhi	2,3	3,5	4,5	13,2
Manille	2,2	3,5	4,4	12,7
Teheran	1,9	3,4	4,4	13,8
Karachi	1,8	3,3	4,5	15,9
Bogota	1,7	2,6	3,4	9,5
Lagos	0,8	1,4	2,1	9,4

(Source: *Le monde à l'horizon 2000, rapport technique, tableau 13-9*)

1b ET SES CONSEQUENCES

Cette croissance urbaine rapide engendrera des pressions extrêmement fortes sur les équipements d'assainissement, d'adduction d'eau, les services de santé, l'alimentation, le logement et l'emploi. La majorité des habitants de ces villes vivront sans doute dans des «zones d'implantation incontrôlée» - taudis ou bidonvilles où l'assainissement et autres services publics sont au niveau minimum, dans le meilleur des cas. Dans beaucoup de grandes agglomérations, comme Bombay, Calcutta, Mexico, Rio de Janeiro, Séoul, Taïpeh, un quart au moins de la population vit déjà dans ces conditions et cette tendance s'accroît rapidement. Il n'est pas certain toutefois qu'elle se maintienne: la pénurie alimentaire pour les citadins pauvres, le chômage et l'aggravation de l'état sanitaire pourraient ralentir la croissance démographique des villes des

pays en développement et modifier la tendance.

2. PAUVRETE ABSOLUE ET MALNUTRITION

La pauvreté absolue est «un état si profondément marqué par la malnutrition, l'analphabétisme, la maladie, les ravages de la mortalité infantile et la brièveté de l'espérance de vie qu'il échappe à toute définition raisonnable de la dignité humaine». L'élimination de la pauvreté absolue est, de même que l'accélération de la croissance, indispensable au développement. On estime qu'environ 780 millions de personnes dans les pays en développement (à l'exclusion de la Chine) vivent dans un état de pauvreté absolue. La perspective d'une réduction de ce nombre en l'an 2000 dépendra en grande partie de la possibilité d'augmenter les taux de croissance économique. Si dans les pays

les plus pauvres l'expansion était plus rapide que ne l'indique l'hypothèse haute reproduite ci-dessus, le nombre des victimes de la «pauvreté absolue» pourrait tomber à 590 millions. Si l'hypothèse élevée se confirmait, il tomberait à 720 millions et augmenterait légèrement en cas de confirmation de l'hypothèse basse.

C'est ainsi que près d'un quart de la race humaine souffre de la faim ou de malnutrition. Si ces populations étaient convenablement nourries, les réserves qui existent aux niveaux de production actuels n'existeraient plus. En fait, d'après les Nations Unies, il pourrait y avoir assez de nourriture pour tous les habitants de la terre si l'ensemble de la production mondiale pouvait être équitablement réparti. Le problème tient aux déséquilibres de l'économie mondiale qui privent de larges couches de la population des moyens de payer des denrées qui existent en abondance. Le monde devrait donc comprendre que ce que nous avons aujourd'hui n'est pas tant un niveau de réserves rassurant qu'un problème de la faim qui risque de prendre à brève échéance des proportions redoutables.

3. LA FAIM

La plus grande partie des populations souffrant de la faim dans le monde vivent en Afrique, en Asie et en Amérique latine où les gouvernements importent actuellement plus de 80 millions de tonnes de céréales alimentaires par an, pour une valeur de quelque 20.000 millions de dollars. Le paradoxe est que les pays en développement sont également des exportateurs nets de produits agricoles. Ils exportent en effet des bananes, de la viande de boeuf, du café, du cacao, des agrumes, du coton, du jute, du caoutchouc, du sucre, du thé, etc. Les prix de ces produits à l'exportation n'ont toutefois pas suivi l'évolution des prix des céréales alimentaires que les pays en développement achètent à un petit nombre de pays développés.

La seule façon d'éliminer la faim serait, pour ces pays, d'accroître leur degré d'auto-provisionnement, ce qui suppose un accroissement de la production locale et une amélioration des moyens de stockage, de traitement, de distribution et de commercialisation des denrées.

Si l'on suppose que la production ali-

mentaire se poursuivra au taux actuel et que la croissance démographique sera conforme aux prévisions, le déficit en céréales pour l'année 1990 pourrait se situer entre 120 et 145 millions de tonnes. Le déficit se manifesterait le plus intensément dans les pays les plus pauvres. Dans ces pays, le déficit actuel s'élève à 12 millions de tonnes et il pourrait atteindre de 70 à 85 millions de tonnes en 1990. Les conséquences d'une telle évolution seraient nécessairement très graves et pourraient se traduire par des millions de morts dues à la famine.

4. ENERGIE

L'utilisation de l'énergie dans le monde est grossièrement déséquilibrée. La consommation d'énergie par habitant dans les pays industrialisés comparée aux pays à revenu intermédiaire et à faible revenu est dans le rapport 100 : 10 : 1.

Les pays en développement importateurs de pétrole tirent environ deux tiers de leur énergie commerciale du pétrole, proportion plus élevée encore que dans le cas des pays de l'OCDE ou d'Europe orientale. Le pétrole pose des problèmes particuliers aux pays en développement et des sources d'énergie de remplacement ainsi que les économies d'énergie devraient y jouer un rôle de plus en plus important. Toutefois, le passage à des énergies de substitution est difficile du fait que le pétrole est une source d'énergie de plus en plus importante. Toutefois, le passage à des énergies de substitution est difficile du fait que le pétrole est une source d'énergie d'une exceptionnelle souplesse, qui peut être appliquée à de nombreux usages différents et répondre à toutes les demandes d'énergie fortement concentrée qui accompagnent l'urbanisation et l'industrialisation.

4a LE PROBLEME PETROLIER

Le problème de l'énergie est probablement l'un des plus graves auxquels les pays en développement ont et auront à faire face dans les années à venir. La montée en flèche des prix du brut les a touchés doublement, compromettant gravement leurs perspectives de développement:

- la hausse a alourdi leur facture pétrolière dans des proportions considérables -

de 7 milliards de dollars en 1973 à 50 milliards en 1980 et il n'est pas exclu qu'elle atteigne 229 milliards de dollars en 1990. Chacune des crises pétrolières de 1973-1974 et 1979-1980 a représenté une ponction financière équivalant à 2,5% du produit national brut des pays en développement;

- elle a entraîné une hausse des prix des produits manufacturés que les pays en développement importent en provenance des pays industrialisés et une récession économique dans ces derniers réduisant dans les mêmes proportions les débouchés des exportations du tiers monde.

La situation extrêmement préoccupante dans laquelle se trouvent les pays en développement a deux causes essentielles: «La nouvelle hausse des prix pétroliers a plus que doublé pour les pays importateurs de pétrole le coût de l'énergie importée. Et la récession persistante que connaissent les nations industrialisées qui constituent leurs marchés les plus importants limite fortement la demande des produits qu'ils exportent».

4b NECESSITE DE DEVELOPPER DES ENERGIES NOUVELLES

Devant la gravité de la situation générale dans le domaine de l'énergie, il est essentiel d'élaborer de nouvelles stratégies reposant sur les économies d'énergie et sur un recours accru à des énergies de remplacement.

Il est de l'intérêt de tous de faire de l'approvisionnement en énergie un domaine de coopération internationale. La production d'énergie dans les pays en développement doit être encouragée sous forme de pétrole, de charbon et de gaz naturel, et par l'exploitation des sources d'énergie renouvelables telles que la biomasse, l'énergie solaire, le vent et l'énergie hydraulique. Cette action est extrêmement importante considérant qu'actuellement le bois de chauffage est le seul combustible disponible ou financièrement accessible pour 90% des pays les moins développés. La destruction des forêts qui en résulte - elles sont détruites à un rythme de 1,3% de la superficie forestière totale, soit 10 à 15 millions d'hectares par an - compromet à la fois l'équilibre écologique régional et l'équilibre écologique global. Etant donné que le bois

restera le seul combustible des pauvres pendant de nombreuses années encore, des programmes de reboisement devraient être rapidement mis en oeuvre, en tant que complément important de la politique énergétique. Quelque 50 millions d'hectares de bois combustible devraient être plantés d'ici l'an 2000 dans les pays en développement pour satisfaire la demande prévue pour la cuisine et le chauffage.

5. MINERAUX NON COMBUSTIBLES

L'étude «Le monde à l'horizon 2000» révèle une augmentation constante de la demande et de la consommation de minéraux non combustibles. Selon les projections, la demande et la consommation globales de la plupart des grands produits miniers non combustibles augmenteront de 3 à 5% par an pour atteindre un peu plus du double des niveaux actuels en l'an 2000. La plupart des minéraux non combustibles proviennent des pays en voie de développement où la consommation est relativement faible. Ils revêtent une grande importance pour la position de ces pays sur le plan des exportations. Selon les chiffres du GATT, les minerais - y compris les métaux non ferreux, le fer et l'acier - représentaient, en 1976, 11% des exportations totales des pays non membres de l'OPEP. Toutefois, pour certains pays en développement, les produits de cette catégorie ont une importance beaucoup plus grande que ce chiffre global ne le suggère. Les minéraux ont représenté plus de 75% des exportations dans sept cas (Chili, Mauritanie, Namibie, Surinam, Togo, Zaïre et Zambie) et entre 50 et 75% dans le cas de sept autres (Bolivie, Jamaïque, Jordanie, Libéria, Maroc, Niger et Papouasie-Nouvelle-Guinée). Dans deux autres cas (Guyana et Pérou), les chiffres se situent entre 25 et 50%. Les minéraux ont donc une influence majeure ou décisive sur la situation de 17 pays en développement dans le domaine des exportations.

Ces économies en développement productrices de minéraux (non combustibles) se caractérisent par la grande place que ces matières occupent dans leur production nationale et dans leurs exportations de marchandises. En excluant ceux dont la population est inférieure à un million, ce groupe comprend une douzaine environ de pays dépendant principalement de cette produc-

tion. La plupart de ces économies sont situées dans deux parties du monde:

- Afrique au sud du Sahara (Angola, Guinée, Libéria, Mauritanie, Niger, Sierra Leone, Togo, Zaïre et Zambie) auxquels on peut ajouter le Maroc (au total, une population de près de 55 millions);
- Amérique latine et Caraïbes (Bolivie, Chili, Jamaïque, Pérou avec une population totale d'environ 55 millions d'habitants).

L'industrie minière de la plupart des pays en développement est caractérisée par une forte utilisation de capitaux et par la domination de firmes étrangères. Ces traits saillants sont en grande partie à l'origine de l'insuffisance des liaisons, au niveau de la production et de la consommation entre le secteur minier et le reste de l'économie; ils expliquent également le dualisme de l'économie partagée entre une enclave moderne, dominée par l'industrie minière et le reste du pays, sous-développé et pauvre. Par contre, les rentes substantielles que procure la vente de ressources rares et non renouvelables ont donné aux gouvernements des pays en développement d'importants moyens de mobiliser des capitaux. Au cours des deux décennies écoulées, ces gouvernements ont toujours plus énergiquement cherché à tirer parti de cette situation par diverses formes d'imposition du secteur minier et par la participation de l'Etat dans les sociétés minières, mais ils se sont heurtés aux difficultés que présente le caractère d'oligopole du secteur minier international et aux fluctuations et aux aléas que connaissent les cours des produits minéraux. Finalement, le développement à long terme des secteurs producteurs de minéraux exigera qu'ils adaptent leur structure économique afin d'augmenter les autres sources de revenus à mesure que leurs ressources minérales s'épuiseront.

6. EAU

Les problèmes d'approvisionnement en eau au niveau régional et la détérioration de la qualité de l'eau, déjà graves dans de nombreuses parties du monde le seront probablement plus encore en l'an 2000. L'expansion démographique à elle seule provoquera au minimum un doublement de

la demande d'eau par rapport à 1971 dans près de la moitié des pays du monde. Des augmentations plus fortes encore seraient nécessaires pour améliorer les conditions de vie. Les Nations Unies ont estimé que les quantités d'eau nécessaires à l'irrigation, qui représentaient 70% de l'eau utilisée par l'homme en 1967, auront doublé en l'an 2000. Les diverses études et projections de ressources pour l'an 2000 indiquent toutes une augmentation rapide de la demande d'eau douce. On s'attend à voir les retraits mondiaux d'eau s'accroître d'au moins 200-300% pour la période 1975-2000.

Dans les pays riches, l'eau est gaspillée. Dans de nombreux pays pauvres, elle est thésaurisée. Certaines femmes font des trajets de six heures par jour pour s'en procurer. Aux endroits où on en trouve, elle est utilisée parcimonieusement. Bien souvent, elle est peu fiable. Dans les pays du tiers monde, les impuretés de l'eau provoquent chaque année 200 millions de cas de bilharziose, 250 millions de cas d'ascariade, 20 à 40 millions de cas de cécité, 160 millions de cas de malaria et 400 millions de cas d'infections gastro-intestinales.

L'augmentation de la demande d'eau aura pour siège, pour une bonne partie, les pays en développement d'Afrique, d'Asie du Sud, du Moyen-Orient et d'Amérique latine où, dès aujourd'hui, les quantités d'eau disponibles pour la consommation humaine et l'irrigation sont insuffisantes. On sait que, en l'an 2000, plusieurs pays de ces régions seront proches d'atteindre la limite de leur approvisionnement. Nombre de ces pays souffriront en outre d'une destabilisation de leur approvisionnement en eau consécutive à la disparition de grandes superficies de forêts. Dans les pays industrialisés, la concurrence entre diverses utilisations de l'eau - production alimentaire et industrielle accrue, nouveaux systèmes énergétiques (production de combustibles synthétiques à partir du charbon et des schistes), intensification de la production d'électricité - aggraver la pénurie d'eau dans de nombreuses régions.

La pollution des eaux dans les pays en développement risque fort de s'aggraver avec l'urbanisation et l'expansion industrielle.

«Selon les meilleures estimations, en 1975, moins de 500 millions de personnes sur les deux milliards d'habitants des pays

en développement bénéficiaient d'un approvisionnement suffisant en eau potable et d'installations suffisantes d'évacuation des déchets; moins de 50% des populations urbaines et moins de 20% des populations rurales disposaient d'eau courante (...). Sur les 1500 millions de personnes qui ne disposent pas de ces services de base, 1100 à 1200 millions environ vivent dans des régions rurales (soit plus de 80% de la population rurale totale) et 300 à 400 millions, soit entre la moitié et les deux tiers de la population, dans des régions urbaines».

7. DEBOISEMENT - DESERTIFICATION

La demande de bois de chauffage, principal combustible dans les pays aux taux de croissance démographique les plus élevés, va à très brève échéance dépasser le rendement que peuvent supporter les forêts locales. Dans les pays peu développés, près de 90% de la consommation de bois sert à la cuisson des aliments et au chauffage; il est une denrée de première nécessité. La disparition des forêts obligera les habitants de ces pays à acheter du bois et du charbon de bois à des prix qui ne cessent de monter.

Le rapport entre croissance démographique et ressources forestières est des plus complexes. La demande de bois de construction est déterminée par le chiffre de la population mondiale, son accroissement annuel et son niveau de prospérité. Chaque année, dans le monde entier, une partie des habitations doit être remplacée au fur et à mesure du vieillissement et de la détérioration. Chaque année, 70 millions de personnes supplémentaires doivent se loger.

Dans les régions industrialisées, les forêts ne diminueront que de 0,5% et les peuplements végétatifs d'environ 5%. Toutefois, si les tendances actuelles se maintiennent, la couverture forestière et les peuplements d'arbres de dimensions commerciales d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie auront diminué de 40% en l'an 2000.

La plupart des pertes toucheront les forêts tropicales du monde en développement. L'étude «Le monde à l'horizon 2000» indique que selon les projections, le déboisement va se poursuivre jusque vers 2020 époque à laquelle les forêts mondiales se stabiliseront aux alentours de 1,8 milliard d'hectares environ. A cette date pra-

tiquement toutes les forêts physiquement accessibles des pays en développement auront été abattues.

Les prix réels des produits forestiers augmenteront considérablement au fur et à mesure que s'élèvera le PNB et, partant, la demande, et que les approvisionnements mondiaux deviendront difficiles. Dans les pays industrialisés, les effets pourront être fâcheux sans être aussi dramatiques que dans les pays en développement.

Le déboisement - notamment en Asie du Sud-Est, dans le bassin de l'Amazonie et en Afrique centrale - destabilisera les débits fluviaux, entraînant l'envasement des fleuves et des réseaux d'irrigation, l'épuisement des eaux souterraines et l'aggravation des pénuries en période sèche.

L'équilibre écologique en sera donc gravement perturbé.

La crise du bois de chauffage est intimement liée au problème alimentaire d'au moins deux manières. La destruction des forêts accélère l'érosion du sol en aggravant les inondations, en provoquant l'avancée des déserts et en réduisant la fertilité du sol. L'utilisation du fumier comme combustible entraîne une perte de substances nutritives agricoles, ce qui provoque une détérioration de la structure du sol, le fumier n'étant pas restitué à la terre. Il y a là un cercle vicieux. La pénurie de bois obligeant les agriculteurs à brûler davantage de fumier pour en faire du combustible et à en épandre moins sur leurs champs, la régression des ressources alimentaires nécessite le défrichement d'étendues forestières toujours plus vastes, sur des terrains toujours plus escarpés, ce qui intensifie l'érosion qui, à son tour, réduit la fertilité du sol.

Les causes de la désertification sont multiples: utilisation intensive des engrais chimiques, irrigation inadéquate, culture de terres escarpées et marginales, réduction de la couverture végétale, érosion due au vent et à l'eau. L'empiètement des agglomérations urbaines sur les terres cultivables et les pâturages est un autre problème qui touche tous les pays.

Les Nations Unies ont identifié près de 2 milliards d'hectares de terres où le risque de désertification est «élevé» ou «très élevé».

L'interdépendance des problèmes de développement humain apparaît manifeste: la pauvreté et la mauvaise santé font qu'il est difficile de réduire la fécondité et donc la croissance démographique. D'où une augmentation de la demande d'énergie, de denrées alimentaires et autres ressources. Le renchérissement du pétrole a fait augmenter l'emploi du bois de chauffage, aggravant ainsi l'érosion des sols et le déboisement, ce qui, à son tour, réduit la capacité de la planète de produire de la nourriture.

Il existe également une étroite corrélation entre le développement économique et l'objectif de satisfaction des besoins fondamentaux qui est celui du développement humain. La croissance économique, par exemple, peut même accentuer les inégalités dans les pays pauvres si rien n'est fait dans le domaine de l'éducation et de la forma-

tion. Parmi les plus touchés par la misère, beaucoup sont sous-alimentés à un point tel que leur capacité de travail, le développement physique et mentale de leurs enfants et leur résistance aux infections en sont amoindris. Les arguments en faveur du développement humain - qui englobe l'éducation et la formation, l'amélioration de la santé et de l'alimentation et la réduction de la fécondité - ne sont pas uniquement ni même primordialement d'ordre économique. Il s'agit d'objectifs humanitaires dont la réalisation, associée au développement économique, offrirait les meilleures chances de porter les niveaux de vie au-delà du seuil de la pauvreté absolue. Il existe une relation critique et souvent méconnue entre la justice sociale et la croissance économique: l'une peut contribuer à l'autre.

PERSPECTIVES

1. *REGIONS SANS PERSPECTIVES D'AMELIORATION ET EN PERTE DE VITESSE*

Les tendances récentes ont contribué de manière croissante à scinder l'agriculture mondiale en trois segments: pays riches dotés d'une agriculture moderne; pays pauvres à agriculture traditionnelle et parties modernisées de pays pauvres à agriculture relativement avancée. Telles sont actuellement les grandes caractéristiques structurelles d'un secteur qui, en moyenne, a fourni davantage de denrées alimentaires par personne à une population globale augmentant plus rapidement que jamais, mais dans un monde où un très grand nombre d'individus ont continué à être sous-alimentés. Les progrès remarquables de l'agriculture au niveau mondial ont continué ces dernières années à se répartir inégalement tandis que se creusait l'écart entre riches et pauvres.

Sauf rares exceptions, l'agriculture des pays développés a atteint des niveaux de productivité allant de pair avec l'abondance matérielle générale de ces pays; ce qui représente une transformation remarquable.

Dans les pays en développement, en revanche, la productivité en agriculture est restée faible, contribuant à maintenir ces pays dans la pauvreté.

L'Amérique latine est la seule grande région en développement où, selon les projections, la consommation calorique moyenne dépasserait de 20% ou plus la norme minimum de la FAO en l'an 2000. Dans les autres régions pauvres de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et surtout en Afrique centrale, où l'on s'attend à une chute désastreuse des quantités de denrées alimentaires par personne, la ration dont disposeront les couches les plus pauvres de la population ne suffira tout simplement pas à permettre aux enfants d'atteindre un poids et un développement intellectuel normaux, ni aux adultes de mener en bonne santé une activité normale.

2. *LES NATIONS INDUSTRIELLES ET LES AUTRES*

Selon les projections, les trois quarts de la population mondiale vivant dans les pays en développement en l'an 2000 n'utiliseront que 8% de la production d'aluminium,

13% de la production de cuivre et 17% de la production de minerai de fer. Le quart de la population mondiale qui vit dans les pays industrialisés continuera à absorber plus des trois quarts de la production mondiale de minéraux non combustibles. Les projections de l'étude «Le monde à l'horizon 2000» ne font pas redouter d'épuisement des ressources minérales, mais de découvertes et des investissements nouveaux seront nécessaires pour maintenir les réserves et la production de plusieurs de ces minéraux aux niveaux souhaitables. Dans la plupart des cas cependant, le potentiel de ressources est encore considérable, notamment pour les minerais à faible teneur. Toutefois, l'augmentation rapide des prix de l'énergie est un motif de préoccupation. La production de nombreux minéraux non combustibles est fortement consommatrice d'énergie et l'on peut prévoir que les augmentations récentes et futures des prix du pétrole ralentiront l'expansion des fournitures de ces minéraux non combustibles (à l'exception du charbon).

Les recherches concernant la disponibilité future d'un certain nombre de minéraux indiquent que l'épuisement du cobalt et du plomb ne devrait pas se produire avant 2025 et pour le nickel, le cuivre, l'aluminium, le soufre, l'étain et le tungstène avant 2050. Le fer, le chrome et le zinc seraient épuisés d'ici la fin du prochain siècle. Cependant, dans la plupart des cas, ces délais d'épuisement devraient être reconsidérés si des estimations différentes étaient faites au sujet des réserves présumées ou si d'importantes modifications intervenaient dans les prix réels des minéraux en question.

Les points critiques se situent, comme dans le cas de l'énergie, sur les plans politique, économique et social. Ces facteurs sont les suivants:

- risque d'interruption des livraisons à court et moyen termes du fait de crises politiques dans les principaux pays producteurs de certains métaux;
- résistance croissante au développement de l'exploitation minière dans un souci de protection de l'environnement et autres préoccupations sociales, notamment dans les pays industrialisés,
- insuffisance, à moyen terme, des investissements dans les matières premières en

raison de la faiblesse des profits attendus et de risques politiques inacceptables.

3. *DISPARITES DANS LES REVENUS - PAUVRETE ABSOLUE*

On prévoit une aggravation des actuelles disparités de revenus entre les nations les plus riches et les plus pauvres. Dans l'hypothèse du maintien des tendances actuelles, le groupe des pays industrialisés disposera d'un PNB par tête de près de 8.500 dollars (en dollars 1975) en l'an 2000 et la moyenne dépassera 11.000 dollars US en Amérique du Nord, en Europe occidentale, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Japon. Dans les pays en développement, par contre, le PNB par tête sera en moyenne inférieur à 600 dollars. Pour toute augmentation de 1 dollar du PNB par habitant dans les pays en voie de développement, les projections indiquent une augmentation de 20 dollars dans les pays industrialisés.

Selon toute probabilité, pendant les cinq prochaines années du moins, la croissance annuelle moyenne par tête des pays en développement importateurs de pétrole - qui a été de 3,1% au cours des années 60 et de 2,7% au cours des années 70 - tombera entre 1980 et 1985 à 1,8% dans l'hypothèse basse et à 2,2% dans l'hypothèse haute, d'après les prévisions de la Banque mondiale dans son rapport sur le développement dans le monde, 1980. Les perspectives sont particulièrement sombres pour le milliard cent millions de personnes vivant dans les pays les plus pauvres. Leur revenu par tête, déjà désespérément bas (moins de 220 dollars par an), n'augmentera sans doute que de 1% par an - en d'autres termes de 2 ou 3 dollars par personne en moyenne. Il pourrait même y avoir régression pour les 141 millions de personnes vivant dans les pays à faible revenu au sud du Sahara.

Pour que l'ensemble de la population mondiale, parvienne à un niveau de vie équivalent à celui des Etats-Unis en 1970, il faudrait procéder à l'extraction de 75 fois plus de cuivre et de zinc, de 200 fois plus de plomb, de 250 fois plus d'étain et à des augmentations du même ordre de la production de nombreux autres minéraux de base. En ce qui concerne l'énergie, de 8 fois plus de gaz et de 9 fois plus de char-

bon que ce qui est produit actuellement chaque année. Croire que de tels niveaux

généraux de consommation sont possibles est une dangereuse illusion.

AU-DELA DE L'AN 2000

Pour créer les conditions d'une croissance démographique modérée et d'un développement compatible avec les ressources de la planète, il est nécessaire de bien voir les causes des problèmes qui se posent au niveau régional. Une typologie régionale des pays en développement contribue à une approche différenciée des politiques d'aide et de coopération les plus susceptibles de porter des fruits. Etant donné que les besoins et les difficultés sont à leur maximum dans les deux régions les plus pauvres - l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud - c'est là que se concentre l'attention. On peut distinguer également le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et l'Asie orientale. A l'intérieur même de ces régions, on peut faire une distinction entre les pays à revenu intermédiaire et les pays à revenu faible, ceux qui disposent de ressources naturelles et ceux qui en sont dépourvus, ceux qui ont connu des taux de croissance économique relativement élevés et ceux dont l'économie stagne, etc.

En 1977, le Président des Etats-Unis a invité un certain nombre d'organismes fédéraux à étudier «Les changements probables de la population, des ressources naturelles et de l'environnement du monde jusqu'à la fin du siècle». A la suite de ces travaux, le Conseil sur la qualité de l'environnement et le département d'Etat ont publié, en 1980, «Le monde à l'horizon 2000 - Rapport au Président». Dans le cadre de cette étude, les divers modèles et leurs projections ont été comparés à ceux de cinq autres études mondiales (le modèle mondial latino-américain, les modèles mondiaux 2 et 3 qui avaient servi de base au rapport du Club de Rome de 1972, le modèle mondial des Nations Unies et le modèle mondial intégré également parrainé par le Club de Rome).

L'une des principales conclusions du rapport sur les limites de la croissance publié par le Club de Rome en 1972 était que «si les tendances actuelles à la croissance en matière de démographie mondiale, d'industrialisation, de pollution, de production alimentaire et d'épuisement des ressources

restent inchangées, les limites de la croissance sur la planète seront atteintes au cours des cent prochaines années». Le résultat le plus probable serait alors un recul assez brusque et irrépressible à la fois de la démographie et de la capacité industrielle. Les ressources du globe seraient insuffisantes pour maintenir les niveaux actuels de consommation et de production par tête et, à moins qu'une réduction de la croissance n'intervienne rapidement, la première moitié du siècle prochain verrait l'instauration d'une crise qui entraînerait une chute de la population et du niveau de vie. La controverse autour de cette thèse s'est poursuivie pendant plusieurs années. D'autres rapports publiés par le Club de Rome tendaient à atténuer cette vision catastrophique et ne réclamaient plus l'arrêt de la croissance. L'attention s'est portée sur les moyens de canaliser et de réorienter la production économique selon des modes plus compatibles avec les besoins de l'humanité.

Il n'est pas possible dans le cadre du présent rapport, qui ne prétend pas constituer une étude technique originale, d'analyser en détail tous ces modèles. L'étude Interfuturs, le monde à l'horizon 2000, le rapport sur le développement dans le monde 1978, 1979 et 1980 et le rapport Brandt constituent toutefois les sources d'information les plus importantes à la base des conclusions du présent rapport.

On peut conclure d'une manière générale qu'il est désormais assez largement reconnu qu'un certain degré de croissance économique est nécessaire pour combattre la pauvreté et améliorer le niveau de vie dans de vastes régions du monde. La question cruciale reste toutefois de savoir si, compte tenu des projections actuelles concernant la croissance démographique mondiale, l'énergie, les denrées alimentaires et les autres ressources naturelles seront disponibles en quantités suffisantes pour entretenir la vie humaine et si la volonté politique nécessaire pour partager les ressources limitées de la planète de manière plus équitable entre les populations et les régions du globe existe bien.

Les projections actuelles de l'évolution démographique, environnementale et écologique de la planète ne laissent pas d'inquiéter grandement. Egalement préoccupantes sont les disparités croissantes de revenu et de richesse entre les pays nantis et les pays pauvres. Dans les chapitres précédents, nous avons montré qu'aux rythmes actuels et projetés de croissance - et si aucune mesure n'est prise - la population mondiale pourrait approcher des trente milliards d'ici à la fin du siècle prochain, ce qui ne serait pas loin du maximum que le globe peut supporter; la pollution de l'eau et du sol et le grignotage par les villes de terres arables et de pâturages de grande qualité limitent les possibilités d'accroître la production agricole; les problèmes, liés entre eux, de la pénurie d'énergie, du déboisement, de l'érosion des sols et de la désertification, avec la diminution de la capacité de production alimentaire de la planète qui en résulte, deviennent alarmants dans de vastes régions du Sud; et le nombre de personnes qui vivent dans un état de pauvreté absolue et que l'on estime à quelque 800 millions ne diminuera peut-être pas au cours des deux prochaines décennies.

C'est là un tableau très pessimiste des perspectives qui s'offrent au niveau mondial de satisfaire les besoins futurs de l'humanité en lui assurant un niveau de vie à peu près équivalent à celui que nous connaissons en Europe. Il y a cependant également des motifs d'espoir. On constate actuellement un souci nouveau de mettre fin à la détérioration de l'environnement, de promouvoir la limitation des naissances et le planning familial et d'adopter des programmes visant à favoriser l'apparition d'un ordre économique international plus juste. Les actions à mener pour créer les conditions dans lesquelles notre planète pourra abriter et nourrir tous ses habitants suscitent depuis quelque temps un vif intérêt politique, comme le montrent les trois grandes études déjà citées.

L'étude *Interfuturs*, le rapport Brandt et l'étude *Le monde à l'horizon 2000* analysent les perspectives à long terme du dé-

veloppement économique mondial et les mesures que les gouvernements et les milieux politiques doivent mettre en oeuvre pour s'adapter à une nouvelle division internationale du travail, une intensification de la coopération nord-sud, un partage plus équitable des ressources et à la protection contre les risques écologiques.

Les problèmes de la sauvegarde de la capacité de la terre à assurer des conditions de vie décentes aux être humains qui l'habitent sont effectivement énormes et immédiats. Il reste toutefois des raisons d'espérer. Il convient de souligner que les projections du «Monde à l'horizon 2000» reposent sur l'hypothèse que les politiques nationales en matière de stabilisation démographique, de conservation des ressources et de protection de l'environnement resteront pour l'essentiel inchangées jusqu'à la fin du siècle. Mais, en réalité, les politiques commencent à changer. Dans certaines régions, l'on reboise après avoir abattu les forêts. Certaines nations prennent des mesures pour freiner les pertes de sols et la désertification. L'intérêt porté aux économies d'énergie va croissant et l'on investit des sommes considérables dans l'exploration de solutions de remplacement à la dépendance pétrolière. On commence lentement à mieux comprendre la nécessité du planning familial. On améliore l'approvisionnement en eau et des systèmes de traitement des déchets sont mis en place. Des semences à rendement élevé sont disponibles dans de nombreux points du globe et les banques de semence se développent. Des terres vierges et leurs ressources génétiques sont désormais protégées. Les pesticides persistants et destructeurs sont progressivement abandonnés au profit du recours aux prédateurs naturels et aux pesticides sélectifs.

De nouvelles initiatives énergiques et déterminées sont nécessaires pour éviter que ne s'aggravent la pauvreté et la souffrance des hommes, la dégradation de l'environnement ainsi que les tensions et conflits internationaux.

«On a fait beaucoup de bruit autour d'un 'dialogue Nord-Sud'. Et certains y ont amplement contribué. Mais on a également constaté un incroyable gaspillage de possibilités et de bonne volonté. Les problèmes complexes et controversés qui divisent pays riches et pays pauvres ne seront certainement pas résolus à coup de préjugés ni de vœux pieux. Ils doivent être abordés avec la volonté de surmonter les tensions dangereuses et d'obtenir des résultats significatifs et utiles pour les nations et les régions, mais avant tout pour les être humains dans le monde entier».

Ce passage du rapport Brandt met bien en lumière l'importance d'une action rapide et globale pour faire face à toute une série de graves problèmes mondiaux. En dépit de quelques modestes progrès dans les années 70, le dialogue et les négociations entre pays développés et en développement n'ont pas encore permis d'avancer beaucoup vers l'instauration d'un nouvel ordre économique et social international propre à assurer un partage plus équitable des ressources limitées du monde et à résoudre les problèmes de la pauvreté, de la sous-alimentation, du logement et de l'éducation dans de vastes régions du monde.

Depuis 1974, le dialogue et les négociations entre pays développés et pays en développement ont été quasi ininterrompus. Ils ont porté sur des grandes questions tel-

les que le commerce, la monnaie, l'alimentation, l'industrie, la science et la technologie. D'innombrables commissions d'experts se sont réunies pour étudier des aspects spécifiques du nouvel ordre économique international. En 1979, deux importantes conférences - CNUCED V et UNIDO III - ont toutes deux donné des résultats décevants. En dépit de son objectif premier qui était de profiter aux pays en développement, le Tokyo round sur la libéralisation des échanges s'est également terminé en 1979 sur un sec refus des pays en développement de signer les protocoles finaux.

Malgré ces échecs, on s'accorde généralement sur la nécessité de poursuivre les négociations et d'y faire participer toutes les régions du monde. La responsabilité du développement mondial n'incombe pas seulement à certains pays ou à une région particulière. Le transfert de ressources et de technologies ne déclenchera pas de processus de développement si les pays bénéficiaires de l'aide ne déploient pas eux-mêmes des efforts soutenus pour augmenter leur autonomie et pour créer les conditions politiques, sociales et culturelles de la réussite du développement. La conviction antérieure selon laquelle la croissance économique des pays riches finirait par avoir des retombées pour les autres ne s'est pas davantage révélée exacte.

POLITIQUES SOCIO-ECONOMIQUES

La pauvreté de bon nombre de pays du tiers monde est due à leurs structures rurales archaïques, à l'insuffisance de leurs infrastructures, au manque de connaissances techniques et à une croissance démographique trop rapide. Ces problèmes sont évidemment interdépendants et ne sauraient être considérés isolément. En raison de la forte inflation et de la récession qui sévissent dans les pays industrialisés et de l'augmentation constante du coût de l'énergie, les perspectives de croissance des pays en développement au cours des prochaines an-

nées se sont dégradées. Selon les prévisions de la Banque Mondiale, seul le cinquième de la population du tiers monde qui vit dans des pays producteurs de pétrole, peut escompter une croissance d'environ 3 à 3,5% par an pendant la première moitié des années 80.

Des actions globales s'imposeront pour donner aux pays en développement la possibilité de renforcer leur potentiel de développement économique et social et d'empêcher une détérioration rapide de la qualité et de la quantité des ressources naturelles

disponibles, notamment l'eau. Les meilleurs résultats seraient obtenus en définissant une combinaison optimum de politiques économique, sociale et de développement humain, qui permettrait à chaque pays en développement d'augmenter le niveau de vie de sa population.

Les conditions générales du développement économique sont bien connues: transfert de connaissances et de technologie, amélioration des termes de l'échange, investissements, développement des infrastructures, etc. Le développement humain met l'accent sur la réduction de la pauvreté absolue, la lutte contre l'analphabétisme et l'augmentation de l'espérance de vie, grâce à une amélioration de l'éducation, de la santé, de la nutrition et du contrôle des naissances.

L'INTERET DE L'EUROPE DANS DE NOUVELLES INITIATIVES

La réciprocité des intérêts peut être énoncée clairement dans les domaines de l'énergie, des produits de base et du commerce, de l'alimentation et de l'agriculture, des solutions monétaires et de la lutte contre l'inflation, du financement de projets et de programmes, des innovations technologiques, des communications terrestres et spatiales. L'épuisement des ressources renouvelables et non renouvelables sur toute la planète, les problèmes écologiques et d'environnement, l'exploitation des océans, sans oublier la course effrénée aux armements qui, tout à la fois, épuise les ressources et représente une menace pour l'humanité, tout cela crée aussi des problèmes qui affectent la paix et qui s'aggraveront en l'absence d'une vision globale.

EMPLOI ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Les exportations de biens manufacturés des pays en développement vers les pays industrialisés sont l'un des facteurs d'emploi et de croissance économique les plus prometteurs dans les pays en développement, sans compter qu'elles constituent un instrument primordial de développement. Cependant, au cours des débats publics dans les pays riches, les pays en développement sont souvent accusés de provoquer

le déclin de certaines industries et d'être à l'origine du chômage qui en résulte. Il est évidemment incontestable que dans certains cas, les importations en provenance des pays en développement ont rendu nécessaire une restructuration et une réadaptation de nos industries: ce fait ne doit cependant pas conduire au protectionnisme, mais inciter les gouvernements à imaginer des politiques qui ne nuisent pas aux intérêts à long terme tant des pays exportateurs que des pays importateurs.

Les pays industrialisés ont plus à gagner à un système ouvert d'échanges commerciaux au niveau mondial, qui laisse les pays en développement entièrement libres d'accroître leurs exportations. En limitant les exportations de ces pays, on réduirait du même coup leurs possibilités d'importation en provenance des pays industrialisés en compromettant ainsi la création de nouveaux emplois plus productifs dans les pays industrialisés et en contraignant les pays en développement à emprunter davantage, ce qui alourdirait pour eux le service de la dette et aggraverait la situation financière mondiale déjà précaire. Les chiffres suivants illustrent l'importance des pays industrialisés pour le Sud: environ 75% des exportations des pays en développement vont vers les pays développés à économie de marché, environ 5% vers les pays à éco-

nomie planifiée et le reste vers d'autres pays en développement. Cependant, il convient aussi de noter que la plupart des pays industrialisés *vendent davantage* aux pays en développement qu'ils ne leur achètent: en 1978, les importations des pays industrialisés de produits manufacturés et semi-manufacturés en provenance des pays en développement n'ont représenté que 32 milliards de dollars au total alors que le flux commercial inverse s'élevait à 125 milliards de dollars.

Ce qu'il faut quand il y a stagnation de l'économie, comme c'est actuellement le cas en Europe, c'est accroître fortement les exportations vers les pays en développement qui ont encore un fort potentiel de croissance économique. Il est certain qu'on ne peut espérer parvenir à long terme à un développement économique équilibré au niveau mondial que dans le cadre d'un système économique mondial reposant sur la notion d'interdépendance et d'intérêt mutuel.

DISPONIBILITE DES RESSOURCES

«Une pénurie éventuelle de matières premières peut revêtir deux aspects: celui d'une *pénurie physique*, due à ce qu'il s'agit de ressources non renouvelables et celui d'une *pénurie économique*, en incluant dans ce terme l'ensemble des contraintes sociales et politiques. Comment se présentent de ce double point de vue les obstacles à la croissance.

«Une *pénurie physique* générale des matières premières industrielles par épuisement des ressources et des réserves ne constitue pas une *éventualité probable*. Certes, pour quelques minerais particuliers, des difficultés spécifiques sont possibles dans des usages spécifiques, mais, tant que les évolutions économiques et techniques ne seront pas perturbées par des ruptures soudaines et imprévisibles, il n'y a pas lieu de partager les préoccupations sérieuses souvent exprimées à ce sujet.

«Le vrai problème est celui de l'*accès aux matières premières*: le plus souvent, les *pays producteurs ou ceux qui possèdent les réserves ne sont pas les centres de consommation*. La CEE et le Japon, et même les Etats-Unis pour certaines matières premières, illustrent parfaitement cette situation».

La distribution régionale des réserves soulève un problème de la plus haute importance. Pour vingt des minéraux les plus importants, la situation est la suivante: 33% des réserves se trouvent dans les pays en développement, 44% dans les pays industrialisés (zone de l'OCDE et Afrique du Sud) et 23% dans les pays de l'Est.

Pour certains minéraux, les pays industrialisés sont cependant fortement tributaires d'un petit nombre de pays en développement. C'est clairement le cas pour le pétrole: plus de 70% des importations européennes de pétrole viennent des pays de l'OPEP, qui sont tous des pays en développement.

L'INTERET COMMUN

L'intérêt commun de tous les pays du monde est évidemment de parvenir à un commerce harmonieux des matières premières et cette remarque vaut aussi pour les produits autres que minéraux dont beaucoup proviennent presque exclusivement des pays en développement, comme les bananes, le cacao, le café, le jute, le bois tropical et le caoutchouc.

La stabilisation des prix des produits à des niveaux rémunérateurs présente des avantages pour tous les pays, qu'ils soient producteurs ou consommateurs. Lorsque les bas prix des produits résultent non pas du jeu à long terme de l'offre et de la demande, mais des fluctuations désordon-

nées, à court et à moyen terme, du marché, leur maintien pendant une période prolongée a des effets nuisibles non seulement pour les pays producteurs, mais aussi pour les pays consommateurs, car les investissements s'en trouvent découragés et, partant, la sécurité de l'approvisionnement à long terme compromise. A l'heure actuelle, on craint vivement que les investissements dans la prospection et l'exploitation des minéraux ne suffisent pas à répondre aux besoins à long terme.

L'instabilité des approvisionnements a un effet inflationniste dans les pays développés à économie de marché et déclenche une spirale à laquelle personne n'échappe.

Les pays développés, en particulier quand ils sont pauvres en matières premières comme c'est le cas en Europe, ont donc intérêt à assurer la stabilité des prix et des approvisionnements. L'instabilité des prix peut aussi provoquer la formation de cartels de producteurs.

Il faut souligner que la plupart des pays en développement sont tributaires de leurs exportations de matières premières, qui leur procurent l'argent nécessaire pour payer les importations, vitales pour eux, de biens manufacturés, les apports scientifiques et technologiques et les services essentiels (tels que les assurances et les banques) qui leur sont fournis par les pays industrialisés.

Ces quelques exemples suffisent à montrer l'intérêt qu'a l'Europe, en tant que région développée, à coopérer avec le tiers monde. Ils font plus que justifier un accroissement de l'aide publique au développement pour qu'elle atteigne au moins les objectifs fixés par les Nations Unies, l'octroi d'un traitement préférentiel aux pays en développement pour leurs produits manufacturés et la contribution aux efforts de ces pays pour mettre fin à la détérioration de leurs sols et de leurs ressources en eau.

MIGRATION

La pression démographique dans les pays en développement entraîne évidemment une émigration vers les régions plus riches et moins peuplées. Pour la période 1960-1974, l'immigration vers l'Europe, en provenance des régions en développement, a *quadruplé*, tandis qu'elle a plus que doublé vers l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Dans le 1974 on estime que le nombre d'immigrants des régions moins développées ont été en total n° 9 475 000.

- Vers l'Amérique du Nord et l'Océanie n° 5 300 000.

- Vers l'Europe septentrionale et occidentale n° 4 175 000.

Le ralentissement de la croissance démographique dans nombre de pays du tiers monde, avec les perspectives de développement plus favorables qu'il laisse entrevoir, va dans le sens des intérêts des pays développés, où les tensions et les conflits raciaux risquent d'augmenter si les immigrants des pays en développement deviennent trop nombreux. En outre, ces pays

voient souvent partir vers les pays industrialisés les plus instruits de leurs habitants. L'aide apportée aux pays en développement qui en ont besoin pour appliquer des programmes éducatifs, sanitaires et économiques de réduction des taux élevés de fécondité n'est pas seulement directement bénéfique à ces pays; elle revêt aussi une importance décisive pour tous les pays si l'on veut créer à long terme les conditions d'une stabilisation de la population mondiale totale à un niveau que la planète puisse supporter sans que s'effondre tout son système économique et social.

TENSION POLITIQUE

Au court terme, cependant, des risques de tension internationale existent parce que toutes les possibilités n'ont pas été saisies pour instaurer entre les pays riches et les pays pauvres une coopération dans la lutte contre la pauvreté et la faim et pour stabiliser la population en favorisant ainsi le développement économique et la restauration de l'équilibre favorisant ainsi le développement économique et la restauration de l'équilibre écologique. Il n'est pas surprenant que presque tous les conflits armés qui ont eu lieu depuis la dernière guerre mondiale aient éclaté dans le tiers monde.

La guerre d'indépendance de l'Algérie, la guerre civile au Congo, le troisième conflit israélo-arabe, la guerre civile au Nigeria, la guerre entre le Salvador et le Honduras, le conflit des îles Paracel et celui du Sahara occidental, ce sont là des exemples de conflits postérieurs à la deuxième guerre mondiale dans lesquels la question de l'accès aux ressources, qu'il s'agisse de minéraux ou de pétrole, a joué un rôle important sinon déterminant. Dans un monde avide de ressources, de tels conflits semblent appelés à se multiplier.

CONSIDERATIONS MORALES

Le rapporteur tient enfin à souligner que les pays riches ont aussi le devoir moral de lutter contre la pauvreté dans le monde. Dans un monde caractérisé par des déséquilibres fondamentaux, ce sont les plus faibles qui souffrent le plus. La grande masse des habitants des pays en développement souffre parce qu'une économie mondiale qui a des ratés est moins produc-

tive et juste qu'une économie qui fonctionne bien. Les riches dans les pays en développement et dans les pays développés sont affectés par des insuffisances qui se situent à l'échelle du globe. Bien que les pays développés aient souvent la possibilité de se protéger contre le type d'épreuves que con-

naissent les pays pauvres, rien ne dit que la crise qui secoue actuellement l'économie mondiale ne débouchera pas sur un effondrement catastrophique, ou que des efforts violents pour redresser la situation ne conduiront pas à des guerres désastreuses.

INITIATIVES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le présent rapport vise surtout à informer l'opinion publique et les parlementaires des données dont on dispose actuellement concernant la gravité, l'urgence et la complexité des problèmes auxquels le monde sera confronté dans les prochaines décennies.

Il faut que l'attitude du public et la politique des gouvernements en Europe et ailleurs changent rapidement et profondément si l'on veut éviter ces problèmes ou en réduire la gravité avant qu'ils ne deviennent insurmontables. C'est d'abord aux gouvernements et aux parlements qu'il incombe d'agir: ils peuvent promouvoir une coopération internationale, en particulier une coopération Nord-Sud, en vue de mettre en oeuvre des politiques économiques et d'épanouissement de l'homme débouchant sur une meilleure protection et un partage plus équitable des ressources limitées qui existent dans le monde.

Le Conseil de l'Europe peut apporter une contribution modeste, bien que signifi-

cative, à une telle action. Il peut prendre l'initiative de favoriser la sensibilisation du public aux perspectives globales en matière de besoins de l'homme et de ressources de la planète afin de mobiliser l'opinion publique pour qu'elle soutienne l'action politique. Grâce à ses activités dans le domaine de l'éducation et par l'intermédiaire du Centre et du Fond européens pour la Jeunesse, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut jouer un rôle conforme à sa mission générale de protection des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie.

Les pays du Conseil de l'Europe doivent tirer les conclusions politiques de la situation actuelle précaire de pauvreté et de menaces pour l'environnement, qui affecte de vastes régions du globe. C'est à l'Europe qu'il incombe principalement de réaliser, par la conjugaison des efforts nationaux, une coopération plus étroite, vitale pour elle, avec le tiers monde, dans un esprit de solidarité forgé par l'interdépendance.

PROGRAMMES D'ACTION MONDIAUX ET REGIONAUX

1. REGULATION DE LA DEMOGRAPHIE

Pauvreté et fécondité élevée se renforcent mutuellement. Dans les conditions qui règnent dans la plupart des pays en développement, la croissance rapide de la population entrave la croissance économique en réduisant l'investissement par personne en capital physique et compétences humaines. L'analyse quantitative menée par la Banque mondiale suggère que les facteurs sociaux et économiques rendent compte pour au moins 60% de l'inégalité des modifications de la fécondité dans les pays en développement entre 1960 et 1977. La vigueur des programmes de planning familial représente

15% supplémentaires.

Quatre conclusions se détachent parmi celles qui découlent en 1979 des rapports présentés par 15 pays en développement dans le cadre de l'étude mondiale sur la fécondité:

- la fécondité diminue de manière spectaculaire dans de nombreux pays en développement;
- l'âge du mariage s'élève dans certains pays asiatiques mais change très peu en Amérique latine;
- la moitié environ des femmes mariées en âge de procréer ne veulent plus d'enfants, mais la moitié environ de ces femmes n'utilisent pas de méthodes efficaces de

planning familial;

- plus de 80% des femmes mariées dans tous les pays - sauf le Népal - ont entendu parler de la contraception, mais la proportion de celles qui, à un moment ou à un autre, ont eu recours à la contraception varie sensiblement, de 10% au Pakistan à 82% au Costa Rica.

Des études ont montré que l'amélioration de la condition de la femme a été le facteur individuel le plus important de la réduction de la fécondité; viennent ensuite l'industrialisation, l'amélioration de la santé et des communications. Il apparaît de plus en plus évident que les taux de fécondité peuvent être abaissés avant que le développement économique ne soit réalisé (cas du Sri-Lanka) et qu'une fécondité élevée persistante et l'accroissement démographique peuvent accompagner la croissance économique (cas du Mexique), mais on constate aussi de plus en plus que la régression de la fécondité et les taux de croissance démographique peuvent contribuer au développement et que le développement peut contribuer à réduire les taux de fécondité et de croissance démographique.

Quelques pays en développement sont parvenus à une fécondité plus faible avec l'aide de programmes familiaux énergiques et ils ont réussi à des degrés divers à atteindre des niveaux de vie plus élevés. Les autres pays en développement sont confrontés à un problème important: comment réduire leurs taux de natalité alors que leurs économies ne progressent que faiblement ou modestement? La solution de ce problème peut affecter non seulement l'avenir de ces pays, mais aussi les perspectives de diminution des tensions entre les pays riches et les pays pauvres, car l'obtention d'une fécondité plus faible peut être une étape importante sur la voie de l'augmentation du niveau de vie. Les problèmes se posent aussi aux organismes et aux programmes, nationaux et internationaux, publics et privés, compétents en matières de population et de développement.

2. ENERGIE

Le problème de l'énergie au cours des deux prochaines décennies doit être considéré comme un problème de transition: les pays riches devront s'adapter à des prix de

l'énergie plus élevés et veiller à ce que leurs besoins supplémentaires puissent être satisfaits de plus en plus par d'autres sources d'énergie que le pétrole. Il faut agir maintenant pour assurer une production accrue tant à partir du pétrole que de sources non pétrolières à la fin des années 80 et dans les années 90. Pour les pays industrialisés, le principal problème consiste à freiner la demande, à développer l'utilisation du charbon, à améliorer la sécurité des installations nucléaires et à développer les combustibles synthétiques.

On s'attend à ce que, dans les années 90, la consommation d'énergie des pays en développement augmente plus vite que celle des pays industrialisés en raison de la progression, qu'on prévoit plus rapide, de leurs taux de croissance économique et de l'accentuation dans le tiers-monde des phénomènes d'industrialisation et d'urbanisation. En outre, l'énergie commerciale se substituera probablement de plus en plus à l'énergie non commerciale (déjections animales et bois de chauffage) dans les pays en développement. On s'attend que la part de ces pays dans la consommation mondiale d'énergie passe de moins de 14% en 1976 à quelque 17% en 1990.

3. ECHANGES COMMERCIAUX

Les incidences de l'aide sur le développement sont limitées, comparées à celles des échanges commerciaux, particulièrement pour ce qui est de la création d'emplois et de l'accélération de la croissance économique. Or, depuis quelques années, le commerce mondial s'est ralenti du fait de la stagnation de la croissance économique et de la forte inflation que connaissent les pays développés. Qui plus est, les termes de l'échange se sont détériorés pour les pays en développement à la suite de la poussée inflationniste dans les pays riches et de la baisse des cours des produits de base. La plus grande partie des échanges dans le monde portent sur les produits manufacturés et le pétrole (qui en 1975 représentaient ensemble 80% du commerce mondial). Malgré le ralentissement du commerce mondial, les échanges entre les pays en développement progressent plus vite que leurs échanges avec les pays développés. Mais les pays en développement sont encore tributaires des pays riches pour près des trois

quarts de leurs échanges.

Deux principes fondamentaux devraient, à l'avenir, régir les relations commerciales:

- pour les pays producteurs de matières premières, les problèmes prioritaires concernent la stabilisation des prix et des recettes d'exportation et l'obtention d'investissements suffisants, tenant compte de la demande future;

- pour ce qui est des pays en voie d'industrialisation, qui se présentent comme de nouveaux concurrents pour les pays industrialisés sur de nombreux marchés et pour de nombreux produits, il est essentiel qu'ils soient acceptés par les pays industrialisés comme partenaires à part entière dans la division du travail et les échanges internationaux.

«Cela signifie, d'une part, qu'il faut leur donner la possibilité de diversifier plus encore leurs économies et particulièrement de continuer à augmenter leurs exportations vers les pays industrialisés. C'est uniquement si ces derniers suppriment leurs propres restrictions aux importations et acceptent les modifications structurelles que cela entraîne qu'ils peuvent s'attendre que les pays en voie d'industrialisation adoptent des mesures analogues. Le fait qu'il y va non seulement de l'intérêt des pays industrialisés mais que l'économie mondiale tout entière en tirerait un grand profit est confirmé, entre autres, par la constatation que de nouveaux marchés d'exportation sont ainsi créés pour les pays en développement engagés depuis peu dans le processus d'industrialisation.

4. BESOINS FONDAMENTAUX

4a NOURRITURE

Les pauvres consacrent l'essentiel de leurs revenus à la nourriture. En Inde, en 1973-1974, les 20% d'habitants les plus pauvres consacraient 83% de leurs dépenses totales à la nourriture, et pourtant, en moyenne, ils absorbaient moins de 1500 calories par jour.

Diverses sources, telles que les estimations de consommation alimentaire, les données cliniques et les données relatives à la mortalité infantile font apparaître l'existence d'une grave malnutrition dans prati-

quement tous les pays en voie de développement. La sous-alimentation est particulièrement répandue en Afrique où, dans de nombreux pays, les approvisionnements alimentaires n'ont pas même suivi la croissance démographique. Les évaluations du nombre total de mal-nourris dans le monde sont sujettes à controverse: les spécialistes ne sont pas d'accord sur l'apport calorique et protéidique considéré comme «suffisant en moyenne»; les écarts individuels par rapport à la moyenne peuvent être considérables et dans des familles, la nourriture, bien souvent, n'est pas répartie en proportion des besoins de chacun. Quoiqu'il en soit, même en admettant une marge importante d'incertitude, tout porte à penser que plusieurs centaines de millions de personnes sont sous-alimentées. Il ressort des estimations de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) que, si l'aide n'est pas augmentée, l'écart entre la production et la consommation de céréales, qui s'élevait à 37 millions de tonnes en 1975 pourrait atteindre entre 120 et 145 millions de tonnes en 1990. Des pénuries aussi considérables pourraient provoquer la famine et, en outre, aggraver sérieusement l'inflation mondiale.

Les politiques nutritionnelles des pays en développement devraient reposer sur des méthodes de production plus efficaces, de meilleurs programmes d'emploi rural et sur l'éducation, en particulier celle des femmes. Selon le rapport Brandt, les pays pauvres auront besoin d'une aide sensiblement accrue pour augmenter leur production alimentaire. L'aide à l'agriculture des pays à faible revenu a représenté quelque 3 milliards de dollars en 1977. Il ressort des estimations de l'IFPRI, de la FAO et de la Banque Mondiale, qu'il faudrait faire passer le montant de l'aide agricole de 4 milliards à plus de 8 milliards de dollars par an d'ici à 1990, cette aide devant être accompagnée d'un effort sensiblement accru de la part des pays aidés eux-mêmes en matière d'investissements et de dépenses récurrentes.

4b EAU

Selon les estimations les plus optimistes, sur les 2 milliards d'habitants que comptait le tiers-monde en 1975, moins de 500 millions (à savoir moins de 50% de la popu-

lation urbaine et moins de 20% de la population rurale) disposaient d'installations satisfaisantes d'approvisionnement en eau salubre et d'évacuation des déchets. Le nombre de personnes ayant accès à des systèmes publics d'approvisionnement en eau a augmenté légèrement plus vite que la population, mais, parallèlement, la qualité et la sécurité de service, de nombreux systèmes existants se sont fortement détériorés. Les deux tiers au moins des personnes qui ne disposent pas de réseaux suffisants de distribution d'eau vivent dans les régions du sud et du sud-est de l'Asie. Sur le milliard et demi de personnes qui sont privées de ce service fondamental, 1,1 à 1,2 milliard environ vivent à la campagne, soit plus de 80% de la population rurale, et 300 à 400 millions dans les villes, ce qui représente entre la moitié et les deux tiers de la population urbaine. Ces données, venant s'ajouter aux besoins en eau pour l'irrigation dont on a déjà parlé mettent da-

vantage encore en relief la nécessité et l'urgence d'une action concertée au niveau international pour améliorer la distribution et la qualité de l'eau. Les travaux de drainage et d'irrigation, les installations d'épuration et les systèmes de distribution exigent des investissements considérables, encore qu'on puisse aussi faire beaucoup avec des projets plus modestes.

Aussi les Etats membres du Conseil de l'Europe devraient-ils apporter leur soutien actif à l'actuelle Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Les instances nationales et internationales concernées devraient pousser à l'élaboration de plans régionaux d'économie de l'eau dans toutes les régions du monde, soutenir les projets nationaux d'assainissement et encourager des campagnes de propagande dans chaque pays pour attirer l'attention du public sur ce fait alarmant que l'eau apparaît de plus en plus comme une ressource mondiale rare.

MESURES NECESSAIRES

Selon les estimations de la CNUCED, les besoins globaux en capitaux extérieurs de tous les pays les moins développés représentent 11 milliards de dollars par an pendant les années 80 et 21 milliards de dollars pendant les années 90, ce qui correspond à un taux d'accroissement du PNB de 6,5% (3,5% par habitant). Pour les pays les plus pauvres, l'aide devrait être accordée dans une large mesure à des conditions de faveur.

La Commission Brandt estime qu'un accroissement des prêts des institutions commerciales sur la base du co-financement ou de l'octroi d'une garantie, le relèvement de l'aide publique, des prêts plus nombreux de la Banque Mondiale et des banques régionales de développement, l'utilisation de l'or du FMI et le recours à d'autres mécanismes de transfert des ressources permettraient de canaliser vers le tiers-monde, par des circuits publics, des fonds supplémentaires d'un montant de 50 à 60 milliards de dollars par an d'ici à 1985. Il faudra que les pays à revenu intermédiaire contractent auprès de banques commerciales et d'autres sources privées des emprunts d'un montant de 155 milliards de dollars en 1985 (en dollars actuels)

comparés à moins de 40 milliards de dollars par an en 1975 - 77. En 1980, ce montant s'élèvera à 270 milliards de dollars. Il se peut même que ce chiffre se révèle sous-évalué.

Il faudrait lancer un vaste programme d'accroissement de la production alimentaire et de développement agricole en accentuant l'effort en faveur du Sud et en relevant le montant de l'aide de quelque 8 milliards de dollars par an (une partie de cette somme est comprise dans les 4 milliards de dollars en faveur des pays les plus pauvres dont il a été question plus haut).

La situation économique globale actuelle a pénalisé tout particulièrement les pays en développement les plus pauvres. Ces pays ont désespérément besoin d'une augmentation de l'aide publique au développement pour traverser la période d'adaptation. Mais les flux totaux d'APD ont régressé en termes réels de 1977 jusqu'à la fin de 1979 et la fraction des flux affectée au pays les plus pauvres a été scandaleusement faible, tant en valeur relative qu'en valeur absolue.

Les pays de l'OCDE comme les membres de l'OPEP à excédents de capitaux devraient à présent examiner quelles mesu-

res ils peuvent adopter pour accroître l'aide à des conditions de faveur aux pays les plus pauvres, qui continuent à subir les consé-

quences néfastes d'une situation économique globale qu'ils n'ont pas provoquée et sur laquelle ils ne peuvent guère influencer.

DEVELOPPEMENT-DESARMEMENT

Ces chiffres peuvent sembler ambitieux. Il faut cependant les replacer dans une juste perspective. L'objectif de 0,7% du PNB n'est nullement exagéré ni irréaliste. Les pays développés ont le devoir moral d'atteindre cet objectif, qui ne représente qu'une très faible part de leur PNB total. Cet objectif semble encore plus modeste quand on le compare aux dépenses d'armement dans le monde.

Ces dépenses tournent aujourd'hui autour de 400 milliards de dollars par an, soit plus d'un milliard de dollars par jour, et augmentent au rythme de 5% par an. Depuis la deuxième guerre mondiale, les coûts directs de la course aux armements ont dépassé 6.000 milliards de dollars, ce qui équivaut au PNB cumulé de tous les pays du monde en 1975. Les dépenses militaires dans le monde sont plus de trente fois supérieures au transfert net de ressources financières des pays riches vers les pays pauvres, et plus de cent soixante fois supérieures aux fonds consacrés à la paix et au développement par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

La course aux armements ne prive pas seulement l'humanité de ressources financières énormes; elle exige aussi d'importantes ressources humaines. Au niveau mondial,

25% environ du personnel scientifique s'occupe de recherche et de développement dans le domaine militaire pour un coût compris entre 20 et 25 milliards de dollars, ce qui représente quelque 40% de toutes les dépenses publiques et privées de recherche et de développement.

Des estimations ont été faites qui montrent que si la moitié des dépenses consacrées aux armements dans le monde de 1970 à 1975 avait été affectée au secteur civil, la production annuelle à la fin de cette période aurait été supérieure de 200 milliards de dollars peut-être à ce qu'elle a été en réalité: Ce chiffre dépasse celui du PNB total des pays du sud de l'Asie et de la partie centrale de l'Afrique, qui sont deux grandes régions de pauvreté comptant au total 1 milliard d'habitants. Cette croissance aurait été obtenue sans prélèvement supplémentaire sur les ressources énergétiques et les matières premières.

Devant la montée des périls et le gaspillage croissant des ressources, il est plus urgent que jamais d'explorer systématiquement les relations complexes entre le désarmement et le développement afin d'identifier les mécanismes qui permettraient de transformer les dépenses militaires en dépenses de développement.

UN APPEL A L'ACTION

Pour l'Europe et pour d'autres pays industriels, la situation actuelle de stagnation économique se caractérise par la sous-utilisation de la capacité industrielle qui provoque un chômage sans précédent, tandis que le Sud a un urgent besoin de produits et de savoir-faire que le Nord pourrait fournir. Il importe de se rendre compte que les populations de l'Europe dépendent du Tiers-Monde dès à présent et à l'avenir. Les intérêts de ces deux groupes sont inextricablement liés.

Ces quelques exemples tirés du présent rapport suffiront sans doute à démontrer que les problèmes démographiques, écono-

miques et écologiques sont liés entre eux et qu'ils donnent lieu à de graves préoccupations. Il est temps désormais que les gouvernements, les hommes politiques et ceux qui forment l'opinion publique se rendent compte qu'ils ont la grande responsabilité de prendre des décisions fermes au sujet des politiques qu'il faut adopter pour sauvegarder l'avenir de l'humanité.

Une action peut et doit être entreprise. Les principales études effectuées et décrites dans le présent rapport ont pour mérite il est possible de mobiliser l'opinion publique et de discuter des mesures requises pour

parvenir à une situation démographique plus équilibrée, à une meilleure gestion des ressources physiques du monde et à une réduction de l'écart entre les revenus et les richesses du Nord et du Sud.

Les pays du Conseil de l'Europe et les autres pays industrialisés ont un rôle important à jouer dans la formulation et la mise en oeuvre d'un nouvel ordre économique et social mondial, qui permettrait à l'ensemble de la population du globe de vivre au prochain siècle dans des conditions décentes. Pour cela, il faut essentiellement que la plupart des pays industrialisés augmentent considérablement leur aide de manière à la porter au niveau de 0,7% du PNB d'ici 1985. Les politiques d'aide ne peuvent cependant être efficaces que si les conditions économiques, sociales et culturelles dans les pays en développement sont telles qu'un processus d'auto-développement accru puisse être enclenché.

A cette fin, les pays industrialisés doivent appuyer les organisations et institutions mondiales, régionales et nationales qui mettent en oeuvre des programmes éducatifs, sanitaires et culturels sur lesquels pourront se fonder des politiques démographiques efficaces. Il importe avant tout

dans ce contexte d'améliorer la condition de la femme sur les plans éducatif et social et d'axer les politiques de développement sur le développement rural pour mettre fin à l'urbanisation anarchique, pour améliorer l'alimentation et l'exploitation des eaux et du sol. Les services d'éducation et de santé dans les régions rurales sont tout aussi importants que les universités sophistiquées et les projets hospitaliers dans les régions urbaines, dont ne profitent souvent que les couches aisées de la population.

La nature de la tâche que doivent affronter les dirigeants mondiaux a été clairement décrite au cours des dernières années dans divers rapports et études approfondies. On ne saurait donc excuser plus longtemps l'inaction par l'ignorance des problèmes actuels et futurs. Les politiques requises ont déjà été formulées par de nombreuses institutions nationales, régionales et mondiales. Ce qu'il faut à présent, ce sont des manifestations claires de l'existence d'une volonté politique d'agir sur la base de ces politiques. Le présent rapport et la résolution de l'Assemblée parlementaire visent à montrer l'urgente nécessité de cette détermination politique; ils constituent un appel à l'action.

(Résumé)





PERSPECTIVES MONDIALES

Besoins de l'humanité et ressources de la planète

Résolution de
l'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE
(12 mai 1981)

L'Assemblée

1. Prenant note du rapport sur «Les perspectives mondiales: besoins de l'humanité et ressources de la planète», présenté par la Commission des questions économiques et du développement (Doc. 4706).

2. Considérant qu'au taux de croissance actuel, la population mondiale atteindrait 6 milliards à la fin de ce siècle, qu'elle pourrait atteindre 8 à 12 milliards au cours de la première moitié du siècle prochain, et qu'elle risque - en l'absence de mesures efficaces - de dépasser le seuil de tolérance de la planète, d'où la nécessité de mettre en oeuvre des politiques démographiques compatibles avec les systèmes biologiques et les ressources physiques existant dans le monde,

3. Considérant, par ailleurs, que la croissance démographique est particulièrement rapide dans les régions en voie de développement, et soulignant l'urgente nécessité d'un partage plus équilibré des ressources mondiales pour permettre la création dans ces régions de conditions socio-économiques et culturelles propres à ralentir la croissance démographique,

4. Appelle l'attention sur la progression inquiétante de la concentration urbaine surtout dans les pays moins développés, où l'existence de nombreuses implantations urbaines anarchiques de plus de 10 millions d'habitants suscitera des problèmes sans précédent de misère humaine et de chaos économique et social,

5. Particulièrement préoccupée par les difficultés persistantes que connaissent des centaines de millions de victimes de la pauvreté absolue dans le monde et par les faibles perspectives qui s'offrent actuellement de réduire notablement leur nombre, à moins que soit entreprise une action internationale résolue pour supprimer la faim, la malnutrition, la maladie et l'analphabétisme, au moyen, notamment, du développement rural et agricole,

6. Consciente que, malgré les efforts déjà accomplis en matière de développement, le fossé entre pays riches et pauvres ne cesse de s'élargir et atteint des proportions telles qu'il faudrait que le PNB des pays en voie de développement soit multiplié par vingt pour atteindre le niveau de vie européen de la dernière décennie,

7. *Met en garde contre les tendances à l'optimisme en ce qui concerne l'approvisionnement en minéraux non combustibles, étant donné qu'il ressort des prévisions que d'ici soixante ans, les réserves actuelles et projetées d'aluminium, de cobalt, de cuivre, de plomb, de nickel, de soufre, d'étain et de tungstène seront épuisées, et qu'une interruption des livraisons du fait de crises politiques et économiques risque à tout moment d'avoir des répercussions catastrophiques sur les économies des pays industrialisés,*
8. *Inquiète surtout devant les problèmes indissolublement liés que sont le progrès rapide de la désertification, le déboisement massif, les pénuries d'énergie, la détérioration des eaux et la pollution atmosphérique, qui, dans certaines régions du monde, ont déjà réduit la capacité de la terre d'entretenir la vie,*
9. *Soulignant l'intérêt primordial que revêt pour l'Europe et d'autres régions du Nord le succès de politiques globales de développement visant à faire obstacle à l'accroissement des pressions démographiques, et à empêcher les conflits politiques et militaires qui résultent d'une répartition inégale des ressources fondamentales et de la non-satisfaction de besoins essentiels, tels que l'eau, la nourriture et logement,*
10. *Mettant l'accent sur la dépendance fondamentale de l'Europe à l'égard de l'énergie et des minéraux non combustibles fournis par les pays du Sud, ainsi que sur l'importance croissante des pays en voie de développement en tant que débouchés pour les industries européennes,*
11. *Estimant que l'interdépendance croissante des économies européennes et en développement dans le domaine des échanges commerciaux et de l'approvisionnement énergétique et en autres ressources industrielles de base rend impossible la lutte contre l'inflation et le chômage dont souffrent les économies européennes sans promouvoir simultanément des changements fondamentaux dans les contributions européennes aux programmes mondiaux de développement,*
12. *Considérant que divers rapports d'organismes nationaux et internationaux ont mis en lumière les caractéristiques fondamentales du développement humain, ainsi que le fait que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables, croit que des décisions et mesures énergétiques d'ordre politique s'imposent à présent, afin que les membres des gouvernements et des parlements, en coopération avec d'autres dirigeants de l'opinion publique, se rendent compte qu'ils sont les principaux responsables de l'avenir de l'humanité,*
13. *Appuyant les activités d'importance fondamentale des institutions internationales, régionales et nationales qui mettent en oeuvre des politiques démographiques, et se déclarant convaincue que des mesures tendant à contrôler la croissance démographique sont requises d'urgence et que leur succès dépendra essentiellement de la mesure dans laquelle les politiques pratiquées seront répercutées dans les services d'hygiène et sociaux locaux, ainsi que dans le domaine de l'éducation, et complétées par une action tendant à améliorer la condition féminine sur les plans social, économique et culturel;*
14. *Invitant les gouvernements et les parlements des Etats membres du Conseil de l'Europe à accroître leurs contributions financières au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), et à exprimer leur soutien à l'objectif énoncé dans la Déclaration de Colombo sur la population et le développement, adoptée en 1979 et tendant à ce qu'en 1984 la contribution annuelle à l'assistance internationale en matière de population atteigne 1 milliard de dollars,*
15. *Soutenant l'appel que la Déclaration de Colombo adresse aux autorités religieuses, pour que celles-ci tiennent compte de l'influence considérable des contraintes démographiques sur le bien-être spirituel et physique de l'individu,*
16. *Estimant qu'afin de freiner l'inquiétant accroissement de la population mondiale, notamment urbaine, il faut veiller par priorité à l'amélioration des conditions économiques et sociales dans les régions rurales du monde, et qu'il faut donc que, dans les dix prochaines années, les problèmes du développement rural soient au centre des préoccupations des organisations nationales et internationales,*
17. *Estimant, en outre, qu'il est de la plus haute importance d'accroître la production alimentaire et de répartir plus équitablement les denrées alimentaires afin d'améliorer les conditions de vie insupportables des centaines de millions de victimes de la pauvreté*

absolue et de la malnutrition dans le monde, et d'aider à cet effet les pays en voie de développement à mettre en oeuvre des projets d'irrigation, ainsi que d'autres programmes d'assistance technique visant à perfectionner les techniques agricoles, notamment en ce qui concerne les petits exploitants, le rendement à l'hectare et à mener à bien la réforme foncière.

18. Se déclarant favorable à ce que l'on proclame les années 1980 «Décennie internationale pour l'approvisionnement en eau potable et pour l'assainissement», et lançant un appel pressant aux autorités internationales et nationales de promouvoir:

- I. des plans régionaux d'économie d'eau dans toutes les parties du monde,
- II. des projets nationaux pour l'amélioration de l'hygiène publique, et
- III. des campagnes de propagande, pays par pays, tendant à faire prendre conscience à la population du fait préoccupant que l'eau fait de plus en plus partie des ressources mondiales limitées,

19. Faisant remarquer que, bien que les fonds consacrés au développement doivent être augmentés dans des proportions considérables pour améliorer la situation sur le plan de la satisfaction des besoins fondamentaux et de la gestion des ressources mondiales, ces fonds ne représentent qu'une fraction réduite des dépenses annuelles d'armement, et que l'utilisation d'une petite fraction des crédits actuellement prévus pour la recherche et les nouvelles techniques militaires améliorerait de manière spectaculaire la condition humaine,

20. Lance un appel pressant aux Etats membres du Conseil de l'Europe et aux autres pays industrialisés pour qu'ils:

- I. adoptent une attitude constructive dans les négociations globales en vue d'un nouvel ordre économique international prévues dans le cadre des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées sur des thèmes tels que l'aide, le commerce, le transfert de technologie, le recyclage des capitaux excédentaires et la réforme monétaire internationale, négociations qui doivent aller au-delà d'une simple réaction aux revendications des pays en voie de développement et se fonder sur la prise de conscience de l'interdépendance et de l'intérêt mutuel,
- II. axent les programmes d'aide sur les problèmes spécifiques des pays les plus pauvres, en particulier de l'Afrique au Sud, du Sahara et de l'Asie méridionale, dans le but prioritaire d'éliminer la pauvreté absolue par le développement agricole, l'aide dans les domaines sanitaire et l'éducation, et grâce à des projets en matière d'énergie et de reboisement,
- III. élaborent au niveau international un programme coordonné de priorités écologiques destiné à arrêter le recul constant des forêts, des terres arables et des pâturages, consécutif à la désertification massive, à la dégradation et l'érosion des sols, et à la pollution atmosphérique, particulièrement dans les régions les plus touchées d'Afrique (Sahel) et d'Asie.
- IV. encouragent les économies d'énergie et s'emploient à promouvoir la production d'énergie dans le monde en voie de développement sous forme de pétrole, de charbon, de gaz naturel et d'énergie hydroélectrique, ainsi que par l'exploitation de sources d'énergie renouvelables telles que le vent, le soleil, la biomasse et la géothermie, tâche d'autant plus importante que, pour près de 90% des habitants des pays les plus pauvres, le bois de chauffage constitue le seul combustible disponible ou financièrement accessible,
- V. stimulent la croissance économique des pays en voie de développement, en renonçant aux pratiques protectionnistes contre les produits en provenance de ces pays, en participant aux consultations sectorielles dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sur le redéploiement de l'industrie des pays industrialisés vers les pays en voie de développement, et en accordant une aide spéciale aux pays les moins développés pour surmonter la période critique que ceux-ci doivent traverser pour accroître leur indépendance,
- VI. aident les pays en voie de développement à diversifier leurs exportations et à stabi-

liser leurs revenus d'exportation des produits de base, notamment par l'adoption d'une attitude plus constructive à l'égard de la mise en place du programme intégré relatif aux produits de base dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED);

VII. poursuivent ou lancent des programmes de recherche sur la capacité de la terre à satisfaire à l'avenir les besoins de l'humanité, de manière à faciliter les décisions politiques indispensables pour éviter une aggravation de la pauvreté et des souffrances humaines, de la dégradation de l'environnement et des tensions et conflits internationaux qui en résultent;

VIII. lancent une campagne soutenue pour éliminer le gaspillage et l'utilisation inefficace de ressources rares;

IX. appuient l'adoption, à l'échelon international, de codes de conduite dans le domaine:

- a. des investissements et de l'utilisation des ressources,
- b. des transactions financières et commerciales des sociétés multinationales,
- c. de la vente et de la fabrication d'armes,

21. Renouvelle son invitation aux pays développés qui ne l'ont pas encore fait de s'engager à augmenter progressivement leur aide publique au développement pour atteindre le niveau de 0,7% du PNB en 1905,

22. Lance un appel pressant aux institutions monétaires et bancaires internationales pour qu'elles adoptent, dès que possible, les dispositions en vigueur sur le plan institutionnel et pratique de manière que les pays en voie de développement les plus pauvres bénéficient essentiellement d'une aide à des conditions de faveur, et les pays à revenu moyen d'aides aux investissements, d'emprunts obligatoires et de crédits à l'exportation,

23. Souligne la nécessité de coordonner les activités des organisations internationales, régionales et nationales, afin d'assurer une utilisation et une efficacité optimum des moyens financiers et humains consacrés au développement et à une gestion plus rationnelle des ressources mondiales,

24. Souligne qu'outre une telle division du travail, adoptée à l'échelon international, entre les organisations internationales, régionales et nationales, le succès des politiques de développement exige:

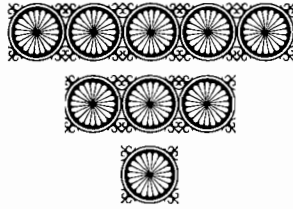
- I. une approche adaptée à chaque pays de la part des organismes responsables,
- II. une coopération entre donneurs bilatéraux et multilatéraux, notamment en vue d'assurer aux régions les plus pauvres un maximum d'aide à des conditions de faveur,
- III. une coopération accrue entre les pays en voie de développement eux-mêmes, ainsi qu'entre leurs organisations régionales respectives.

25. Souhaite la mise en place d'une procédure, adoptée à l'échelon international et tendant à contrôler les perspectives mondiales en matière de développement humain et de ressources, en mettant plus particulièrement l'accent sur le contrôle régional, surtout en ce qui concerne la croissance démographique, la production agricole et alimentaire, l'approvisionnement en eau, l'énergie et les minéraux non combustibles, ainsi que la disponibilité et l'utilisation de ressources financières.

26. Souhaite que l'on prenne des initiatives européennes spécifiques en vue de développer dans le public la prise de conscience des perspectives mondiales en ce qui concerne les besoins de l'humanité et les ressources de la planète, et de promouvoir l'intensification des activités politiques et économiques dans un domaine à ce point essentiel pour l'avenir de l'humanité, et invite donc tous les Etats membres du Conseil de l'Europe:

- I. à tirer un meilleur parti des organes compétents du Conseil de l'Europe pour sensibiliser le public à la nécessité de la coopération Nord-Sud, en particulier:
 - a. le Centre et le Fonds européens de la jeunesse, lesquels, en organisant des séminaires pour responsables de jeunes et en appuyant des actions communes de mouvements

- nationaux de jeunesse, peuvent jouer un rôle déterminant, et*
- b. *le Conseil de la coopération culturelle, qui s'emploie à promouvoir l'éducation en matière de développement dans les écoles, en organisant des séminaires et en préparant du matériel pour les enseignants, et en suscitant des publications,*
- II. *à prendre des initiatives particulières, telles que l'organisation, en 1982, d'une Conférence sur la contribution de l'Europe à un partage plus équitable et à une protection plus efficace des ressources physiques de la terre, qui réunirait les gouvernements européens, les parlementaires, et les organisations nationales et internationales concernées,*
- III. *à favoriser des contributions communes des pays européens au développement, tenant compte des mécanismes tels que la Convention de Lomé et le programme scandinave d'aide, ou de tout autre moyen destiné à renforcer le rôle de l'Europe en unissant les efforts nationaux.*
- IV. *à encourager la création de comités pour la sauvegarde des ressources de la planète et la satisfaction des besoins fondamentaux de l'humanité, au sein desquels les partis politiques, les syndicats, les organisations religieuses, les mouvements de jeunesse et d'autres associations civiques pourraient conjuguer leurs efforts et oeuvrer en faveur d'un développement et d'une coopération accrues, afin d'améliorer les perspectives de survie de l'humanité tout entière.*



sommaire

<i>Roberto Cestelli: L'Europe à l'horizon 2000</i>	1
<i>M. Grimsson: Au-delà de l'an 2000 - Besoins de l'humanité et ressources de la planète</i>	2
<i>Perspectives mondiales - Résolution de l'Assemblée Parlementaire</i>	23

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
 Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
 15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951)